愛知教育大学研究報告，53（人文・社会科学編），pp. 181～186, March, 2004

La Crise de Suez et les motivations françaises de l'opération anglo-franco-israélienne. Première partie.

Antoine FRAYSSE

Department of Foreign Languages, Aichi University of Education, Kariya 448-8542, Japan.

En 1950, le Moyen-Orient assure environ 20% de la production mondiale de pétrole, mais surtout 90% de la consommation de l'Europe non communiste. Les spécialistes estiment que les deux tiers des réserves mondiales se trouvent dans cette zone.

Le pétrole devient une source d'énergie de plus en plus importante pour les pays développés dont la consommation d'énergie ne cesse de s'accroître. Cette demande en augmentation constante a pour effet une redistribution des zones d'influence des pays développés au Moyen-Orient. L'exploitation du pétrole est effectuée par des compagnies américaines, anglaises, françaises, néerlandaises. Mais ce sont les compagnies américaines qui en effectuent la plus grosse part. Il n'en était pas ainsi avant-guerre: en 1938, les compagnies anglo-néerlandaises extrayaient 84% du pétrole du Moyen-Orient; en 1956 les compagnies américaines en exploitent près de 60%, les Anglais 35% et les Français 5%.

Producteurs de pétrole ou non, tous les pays de la région bénéficient de cette richesse. Car les pays transitaires du pétrole sont aussi importants que les pays producteurs aux yeux des compagnies et des gouvernements des pays producteurs. Le consortium américain Aramco qui a le monopole de l'extraction du pétrole en Arabie Saoudite exploite un oléoduc qui va jusqu'au Liban, traversant Jordanie et Syrie. L'oléoduc de l'Irak Oil Company passe par la Syrie et le Liban. De plus, toute la production de l'Iran, des Emirats, le tiers de la production saoudienne et le huitième de celle de l'Irak transitent en Egypte par le canal de Suez.

D'une manière générale, les revenus du pétrole sont mal distribués, ne profitant qu'à une infime minorité; les populations vivent dans une grande pauvreté, l'analphabétisme est dominant et l'hostilité à l'étranger certaine. La raison à cela est que la plupart des états de la région sont dirigés par des dynasties ancestrales et connaissent des régimes autoritaires plus ou moins inféodés, qui aux Etats-Unis, qui à la Grande-Bretagne. Celle-ci exerce traditionnellement sa domination sur l'Iran, les Emirats, l'Irak, la Jordanie (indépendante depuis 1949) et l'Egypte, ceux-là sur l'Arabie Saoudite. Mais si la domination américaine s'exerce sans heurt, il n'en est pas de même pour la britannique.

Les Etats arabes en effet tiennent la Grande-Bretagne pour responsable de la situation en Palestine: les Anglais en quittant précipitamment la Palestine en mars 1948, la laissant dans le plus grand chaos, ont favorisé ainsi la naissance de l'état d'Israël, causant un très difficile problème de populations palestiniennes réfugiées dans tous les pays voisins. Or précisément la Ligue arabe, organisation internationale regroupant l'Egypte, l'Irak, la Syrie le Liban, la Jordanie, l'Arabie Saoudite et le Yémen fondée en mars 1945, destinée à resserrer les liens entre Etats arabes, faisait ainsi mention de la Palestine dans son document constitutif: *"Sa reconnaissance internationale et son indépendance ne peuvent être mises en cause, au même titre que l'indépendance de tout autre pays arabe. Quand bien même, pour des raisons obscures indépendantes de sa volonté, son indépendance n'a pas encore été reconnue, elle a le droit de participer aux travaux de la Ligue arabe. Aussi les nations signataires du Pacte, compte tenu de la situation particulière de la Palestine et jusqu'au jour où ce pays pourra exercer sa souveraineté, sont d'avis que le Conseil de la Ligue désigne un Arabe comme représentant de la Palestine."*[1] En conséquence de quoi les pays de la Ligue arabe lancent dès mai 1948 une grande offensive militaire contre Israël. La 1ère guerre israëlo-arabe dure plus d'un an suivant les fronts et est une suite humiliante de défaites pour les pays de la Ligue. L'Egypte signe l'armistice en février 1949, puis le Liban, la Jordanie et la Syrie, l'Irak retirant ses troupes mais refusant la négociation avec Israël. 800 000 Arabes quittent alors la Palestine, allant grossir davantage le flot de réfugiés. Israël vient de gagner sa guerre d'

indépendance et devient le 19 mai 1949 le 59ème Etat membre de l'Organisation des Nations unies.

La politique nassérienne en Egypte et au Moyen-Orient.

L'amertume de la défaite contre Israël et le ressentiment contre la domination coloniale britannique vont alimenter dans les années 1950 un réel désir de véritable indépendance dans les pays arabes, mais c'est en Egypte qu'il va trouver sa manifestation à travers la personne du colonel Nasser.

Le 23 juillet 1952, un coup d'Etat militaire renverse le roi Farouk, proclame la République et installe à sa tête le général Néguib. Ce coup est le fait d'un groupe d'officiers appelé "Etat-major des Officiers libres" dont le colonel Gamal Abdel Nasser est le personnage le plus important et le plus ambitieux: il a élaboré dès 1951un programme en "six principes": liquider l'occupation britannique, éliminer le féodalisme, mettre fin à la domination du capital sur le pouvoir, instaurer l'équité sociale, former une armée nationale puissante, établir une vie démocratique saine.(2) Néguib, dont le réformisme est jugé par trop timide par Nasser et les "Officiers libres" va donc être progressivement évincé jusqu'à ce qu'il soit déchargé de toutes ses fonctions en octobre 1954.

Soutenue par l'armée, la révolution autoritaire commence: réforme agraire, interdiction de tous les partis politiques. Nombreuses arrestations et exécutions s'ensuivent. Il faut hâter l'indépendance nationale: le 19 octobre 1954, un accord est signé, stipulant que les 80 000 militaires britanniques devront quitter l'Egypte dans un délai de vingt mois, soit avant juin 1956.

La vision politique de Nasser ne s'arrête pas aux frontières de l'Egypte, elle est systématiquement exposée dans son essai *La Philosophie de la Révolution* publié en 1954. Il y expose sa théorie du rôle universel de l' Egypte: *"Le destin a voulu que notre pays soit situé au carrefour du monde."* Il définit sa théorie des *"trois cercles"*, les trois zones où l'Histoire assigne à l'Egypte une mission. D'abord, la nation arabe: *"Pouvons-nous ignorer la présence du monde arabe qui nous entoure, qui forme avec nous un bloc compact et dont l'histoire et les intérêts sont intimement liés aux nôtres?"* Ensuite, le continent africain: *"Nous ne pouvons en aucune façon rester en marge de l'horrible et sanglante lutte qui se déroule au cœur de L'Afrique entre 5 millions de Blancs et 200 millions de Noirs. Nous ne le pouvons pas parce que nous sommes des Africains. Tous les peuples de l'Afrique fixent leurs regards sur l'Egypte, gardienne de l'issue septentrionale du continent et principal trait d'union avec le monde extérieur."* Enfin, le monde musulman: *"La troisième zone, celle qui s' étend à travers l'immensité des continents et des océans: l'espace de la communauté spirituelle dont le centre est La Mecque (...). Il y a 80 millions de musulmans en Indonésie, 50 millions en Chine, plusieurs millions en Malaisie, au Siam et en Birmanie, une centaine de millions au Pakistan, plus de 100 millions au Moyen -Orient, 40 millions en Union soviétique et des millions d'autres répartis en différents points du globe. Quand je pense à ces centaines de millions d'âmes unies par le lien d'une même croyance, ma conviction d'une solidarité possible entre tous ces musulmans s'en trouve renforcée. Cette solidarité serait, sans doute aucun, l' échafaudage gigantesque de notre puissance."*(3) La doctrine Nasser, c'est un nationalisme farouche qui s'appuie sur un antisionisme virulent (Israël est *"le spoliateur des Palestiniens, (...) un coin entre les deux moitiés du peuple arabe, le dernier-né de l'impérialisme..."*)(4) et même l'antisémitisme d'un côté et le panarabisme qui se développe en panislamisme et en anti-impérialisme planétaire qui mènera à un non-alignement militant de l' autre.

Au service de la propagation de cette vision, Nasser a fait développer un système de radiodiffusion extrêmement puissant qui fonctionne à partir du Caire et d'Alexandrie depuis le 4 juillet 1953, c'est "La Voix des Arabes". C'est bien sûr un outil de propagande destiné aux audiences non seulement égyptiennes mais aussi du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord afin de *"resserrer les liens culturels et patriotiques entre les pays arabes"*. Dans un pays et une région où l'analphabétisme est dominant, il est évident que la radio est le meilleur moyen de toucher les gens, même au-delà des frontières, encore fallait-il le comprendre et en avoir les moyens. Dès le début des émissions, le ton est donné: "La Voix des Arabes" dénonce avec véhémence l'impérialisme anglais, français, américain et assure les populations arabes opprimées du soutien de l'Egypte dans leur combat contre l'injustice et pour leur libération.

Dans tout le Moyen-orient, Nasser est adulé par les populations comme un dieu, il est l'incarnation de la

lutte contre la suprématie de l'Occident et contre l'injustice sociale et aussi d'un monde arabe nouveau, moderne. Il s'oppose en cela à Hussein, roi de Jordanie, qui ne parvient à rester au pouvoir que grâce à sa "Légion arabe" commandée par un Anglais, Glubb Pacha et financée par la Grande-Bretagne, et à Noury Saïd, l'homme fort du royaume d'Irak, qui gouverne un pays dont l'économie, l'industrie et la défense sont aussi dominées par la Grande-Bretagne. Au sein de la Ligue arabe, Noury Saïd va d'ailleurs devenir le principal rival de Nasser, justement à cause de ses liens trop étroits avec la Grande-Bretagne.

Dans les pays occidentaux par contre son image est bien différente mais nuancée suivant les points de vue.

La politique nassérienne, les pays occidentaux et l'URSS.

Il faut se replacer ici dans le contexte global de la guerre froide. Au début de 1955, le bloc communiste Chine-URSS est monolithique, et Washington estime que l'expansion communiste doit dorénavant être définitivement freinée, après les revers de la guerre de Corée et d'Indochine ayant abouti à la partition des Etats en Extrême-Orient et celui de l'Iran au Moyen-Orient où le parti communiste iranien et son allié Mossadegh ont finalement été déposés et le Shah restauré dans son pouvoir. Délimiter et arrêter l'expansion soviétique par un réseau d'alliances militaires appuyées sur un système de bases sous contrôle américain pour encercler l'URSS, telle est la stratégie du *Containment* mise en œuvre par le secrétaire d'Etat John Foster Dulles. A l'Ouest il y a l'OTAN, à l'Est l'OTASE ou SEATO, il faudrait créer au centre le pacte MEDO (Middle East Defence Organization).

En mai 1953, Foster Dulles avait proposé à Néguib et Nasser d'adhérer à ce pacte et Nasser lui avait répondu que le départ d'Egypte des Anglais était une condition préalable. Or les termes du traité anglo-égyptien du 19 octobre 1954 prévoient qu'en échange du retrait des troupes anglaises dans un délai de vingt mois, l'Egypte garantit la liberté de circulation sur le canal de Suez et s'engage à *"accorder au Royaume-Uni toutes facilités qui seraient nécessaires pour mettre la base sur le pied de guerre et l'utiliser efficacement ... dans l'éventualité de l'attaque armée d'une puissance étrangère à la zone du Moyen-Orient contre n'importe quel pays qui a la date du présent accord fait partie du traité de défense commune entre les Etats de la Ligue arabe, ou contre la Turquie"*(5) La mention de la Turquie (membre de l'OTAN) signifie que l'Egypte s'associe à la lutte de l'Occident contre l'URSS: première défaite diplomatique pour Nasser: apôtre du non-alignement, il se retrouve amarré aux Etats-Unis. Par cet accord, la Grande-Bretagne réussit à amarrer l'Egypte à l'Occident, à se porter militairement garante de la défense de Suez contre les Soviétiques et à faire de la Turquie un allié privilégié: deuxième défaite pour Nasser qui d'une part perd sa souveraineté sur Suez au profit d'une puissance coloniale et d'autre part se voit obligé de contracter une alliance avec un ancien ennemi de l'Egypte. Nasser avale la couleuvre et se voit remercier de sa coopération par une importante aide économique des Etats-Unis, mais n'aura dorénavant de cesse de dénoncer le Pacte de Bagdad, c'est-à-dire le MEDO.

En Irak, Noury Saïd, devenu le principal allié de la Grande-Bretagne dans la région depuis le sauvetage du Shah d'Iran par les Etats-Unis, s'agite beaucoup depuis la signature des traités de défense mutuelle entre la Turquie et le Pakistan et le Pakistan et les Etats-Unis et tout en critiquant Nasser pour avoir trahi la solidarité arabe en garantissant la sécurité de la Turquie, multiplie les efforts pour, lui aussi, nouer un accord de défense avec la Turquie. C'est chose faite le 24 février 1955 à Bagdad. La Grande-Bretagne rejoint l'alliance le 4 avril, le Pakistan le 23 septembre et l'Iran le 3 novembre. C'est le Pacte de Bagdad. La Jordanie du roi Hussein, malgré les fortes pressions exercées par Londres, décide finalement de ne pas adhérer. Les Etats-Unis ne sont pas officiellement membres de l'alliance, mais sont en fait présents dans les principaux organismes du Pacte de Bagdad. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne peuvent croire avoir remporté une grande victoire diplomatique, mais en réalité ils ont divisé le monde arabe en favorisant la prépondérance de l'Irak et introduit la guerre froide au Moyen-Orient.

Alors que "La Voix des Arabes" se déchaîne pendant tout ce temps contre Noury Saïd "valet de l'impérialisme" et le dénonce à longueur d'émissions comme coupable de "trahison envers l'arabisme", Nasser, qui n'est pas hostile à une alliance régionale à condition que la Grande-Bretagne et la Turquie en soient absentes, lance l'idée d'un contre-pacte de Bagdad à laquelle répondent favorablement la Syrie et l'Arabie Saoudite, qui craignent les ambitions hégémoniques de l'Irak dans la région. Les discussions aboutissent à la

signature d'accords de défense d'abord avec la Syrie (commandement commun aux deux armées en cas de conflit), puis avec l'Arabie Saoudite en octobre 1955, le Yémen rejoignant l'alliance plus tard. La Jordanie n' adhère pas non plus à ce pacte, mais elle est en très bons termes avec les Etats-Unis.

Pour Londres, l'Egypte est un irritant mauvais sujet qu'il convient d'isoler des bons éléments tels que l' Irak, l'Iran, la Jordanie. Pour Washington, le régime nassérien demeure malgré tout anticommuniste et là est l'essentiel. Mais cela va-t-il durer?

Le 28 février 1955, l'armée israélienne ayant pénétré dans le territoire de Gaza pour effectuer un raid de représailles contre des terroristes arabes, massacre une soixantaine de soldats égyptiens et plusieurs civils. L' émotion est vive en Egypte comme en Occident et la brutalité de l'opération est condamnée à l'unanimité par le Conseil de sécurité. Nasser aussitôt fait à Washington une demande de livraison d'armes pour un montant de 27 millions de dollars. Ce n'est pas la première fois qu'une telle demande est faite, mais cette fois-ci le montant est plus élevé parce que Nasser a besoin de renforcer son armée non seulement en raison de l' aggravation du conflit avec Israël mais aussi pour rétablir l'équilibre avec la puissance militaire de l'Irak. Sous la pression de Londres qui utilise le chantage aux livraisons d'armement pour contraindre l'Egypte à entrer dans le Pacte de Bagdad, Washington atermoie en imposant des conditions toutes plus inacceptables les unes que les autres (paiement comptant, contrôle de l'usage des armements par des conseillers américains.). Lassé d'attendre, Nasser fait une ouverture à la Chine lors de la Conférence afro-asiatique de Bandung en avril. Zhu En Lai accepte de faire l'intermédiaire entre l'Egypte et l'URSS. En mai, l'ambassadeur soviétique approche Nasser et lui demande s'il serait disposé à acheter des armes à l'URSS et qu'en cas de réponse positive, il en informerait Moscou. Nasser répond qu'il est prêt à entamer des pourparlers dans ce sens. Le 9 juin, Nasser renouvelle sa demande à l'ambassadeur américain, et lui dit qu'en cas de refus, il s'adresserait à Moscou. Le 26 juillet, Dimitri Chepilov, rédacteur en chef de la *Pravda* et proche de Khrouchtchev arrive au Caire pour conclure le marché: armement contre riz et coton égyptiens. La vente d'armes "tchécoslovaques" à l'Egypte est rendue publique le 27 septembre 1955. Il s'agit de plus de 200 blindés et près de 200 avions dont des chasseurs Mig 15 à réaction. Enthousiasme dans le monde arabe, consternation et fureur en Occident. Washington menace Le Caire de toutes sortes de sanctions économiques, financières, puis se ravise et accepte de céder les armes promises, mais il est top tard: les livraisons ont commencé.

Pour les Etats-Unis, le constat est amer: en refusant des armes à l'Egypte, ils ont non seulement pris le risque de relancer la course aux armements dans la région et rompu les équilibres régionaux, mais encore ouvert la porte aux Soviétiques dans la région. Il est cependant possible de rétablir la situation: en aidant Le Caire à construire le haut barrage d'Assouan. "- Ils leur donnent des armes, nous leur offrirons la prospérité!": s'exclame John Foster Dulles.

Deux facteurs décisifs relatifs à cet épisode des livraisons d'armes méritent d'être soulignés: l'évolution de la pensée de Nasser d'une part et le net changement de la politique soviétique d'autre part. Sans cette double évolution, jamais l'URSS n'aurait pris pied au Moyen-Orient.

En avril 1955, lors de la Conférence de Bandung, Nasser, en plus de recevoir un accueil triomphal, de rencontrer Zhu En Lai, Sukarno, et de nouer des liens d'amitié avec Nehru, Tito, découvre la force et le dynamisme de ce qui va bientôt s'appeler le "tiers-monde" et aussi les responsabilités que ce "tiers-monde" est prêt à lui confier. Il y perd son complexe d'infériorité et à son retour au Caire, il a déjà élaboré sa doctrine: *le "neutralisme positif": se servir des deux blocs en présence, de l'Est comme de l'Ouest, pour rétablir l' hégémonie du monde arabe partout où les Arabes ont été dominés par des puissances extérieures.*[6]

La Conférence de Bandung proclamant l'anticolonialisme, la coexistence pacifique et le non-alignement présente pour le Kremlin l'occasion de dévoiler sa nouvelle doctrine concernant les anciennes colonies. Alors que la doctrine Jdanov excluait toute aide de l'URSS à tout parti sauf communiste, donc n'admettait pas le non -alignement, la nouvelle direction soviétique reconnaît ce mouvement et se déclare prête à soutenir des gouvernements non communistes mais avant tout nationalistes qui souhaitent affaiblir l'influence de l'Occident.

La prospérité des Egyptiens, Nasser l'a promise à son peuple dès son arrivée au pouvoir et le secret de cette prospérité, c'est la construction d'un gigantesque barrage sur le Nil à Assouan. Ce projet permettrait d' accroître les surfaces cultivables de 20 à 30% et la construction d'une centrale électrique pourvoirait aux

besoins du pays en électricité. Sa construction est évaluée à 1350 millions de dollars.

Le lancement du projet ayant été décidé pendant l'été, le 26 septembre 1955, Nasser soumet à la B.I.R.D (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) ou Banque mondiale une demande de prêt. Le 14 décembre, à Washington, Foster Dulles annonce qu'en accord avec la Banque mondiale qui accorde un prêt de 200millions de dollars, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne feront un don de 200 millions de dollars à l'Egypte, le solde de 950 millions de dollars restant à sa charge. Ce prêt s'assortit des clauses normales: contrôle de la banque sur le budget de l'Etat emprunteur, accord préalable de la banque en cas de nouvel emprunt. Ce droit de regard de la banque mais aussi des donateurs sur les finances égyptiennes déplaît fortement à Nasser. De plus, la Banque mondiale ne peut garantir que la première tranche des travaux qui vont durer de longues années, arrimant ainsi pour longtemps l'Egypte à l'Occident, lui aliénant son indépendance. Nasser refuse ces conditions et les négociations s'enlisent jusqu'au 9 février 1956 où un accord de principe est conclu entre l'Egypte et la Banque mondiale pour un prêt de 200 millions de dollars à 3, 5%, remboursable en vingt ans.

Entre-temps, et jusqu'à la décision finale, des rumeurs circulent au sujet de propositions soviétiques plus favorables, mais en fait, il n'en est rien car les offres de Moscou demeurent très vagues. Ces bruits finiront par desservir Nasser en ayant pour effet non seulement de miner la détermination de Foster Dulles, mais d' exaspérer l'ensemble du Congrès américain qui, de toute manière, renâcle de plus en plus à l'octroi de fonds aux pays étrangers. Nombre de sénateurs questionnent le bien-fondé d'une aide à un pays neutraliste. Le lobby juif exige que cette aide soit dirigée vers Tel-Aviv et non Le Caire. Le lobby des producteurs de coton s'oppose résolument à la construction du barrage d'Assouan par crainte d'une concurrence renforcée de l' Egypte. Circonstance aggravante: 1956 est une année d'élection présidentielle.

Finalement le 17 juillet 1956, Nasser comprenant qu'il ne peut compter sur l'URSS qui rencontre de graves difficultés en Pologne à Poznan depuis le 28 juin, accepte le plan de financement de Foster Dulles. Le 19 juillet, le secrétaire d'Etat fait part à l'ambassadeur d'Egypte du retrait de l'offre de son gouvernement pour le financement du barrage d'Assouan invoquant *"la faiblesse de l'économie égyptienne"* et *"l'instabilité du régime"* La reconnaissance par l'Egypte de la Chine communiste le 16 mai a certainement été déterminante dans sa prise de décision. Le Premier ministre britannique Eden et Eugen Black, directeur de la banque mondiale sont ensuite informés de cette décision; Eden en est ravi et publie un communiqué qu'il fait porter sur le champ à l'ambassadeur d'Egypte, Black, abasourdi, fait savoir que l'offre de prêt est caduque puisque les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont renoncé à effectuer les versements de garantie.

Foster Dulles, convaincu que Moscou n'a pas les moyens de financer le barrage, a pris un risque. A-t-il eu raison? Il faut attendre jusqu'au 22 juillet pour que s'exprime sur le sujet Dimitri Chepilov, le ministre des Affaires étrangères soviétique déclarant que la question du barrage n'est pas urgente pour l'Egypte. Sur ce point, le secrétaire d'Etat ne s'est pas trompé. Mais quelle va donc être la réaction égyptienne? Le 24 juillet, Nasser fait un discours particulièrement violent contre les Etats-Unis, mais n'annonce pas de représailles.

Nasser, avec son sens coutumier de la mise en scène, a choisi Alexandrie et la date anniversaire de la révolution pour annoncer au monde sa décision: la nationalisation du canal de Suez. Debout au balcon de la Bourse d'Alexandrie, face à une foule compacte massée sur la place de la Libération, il prononce un très long discours. Après avoir brossé une vaste fresque de la place de l'Egypte dans le monde, il fait le récit détaillé des négociations entreprises pour le financement du barrage d'Assouan puis: *"La Compagnie du canal est une compagnie égyptienne, qui doit être soumise aux lois et à la législation égyptienne. Jusqu'à présent, elle se considère comme compagnie internationale, c'est-à-dire un Etat dans l'Etat ..."*

"L'histoire se répète; et il n'est pas possible, pour nous, que nous laissions cette histoire se répéter pour l' Egypte. Nous sommes tous là, aujourd'hui pour mettre une fin absolue à ce sinistre passé, et si nous nous tournons vers ce passé, c'est uniquement dans le but de le détruire. Aujourd'hui le canal est une société égyptienne, des fonds desquels l'Angleterre a pris 44% de ses actions. L'Angleterre profite, jusqu'à présent, du bénéfice de ces actions; le revenu de ce canal en 1955 a été évalué à 35 millions de livres, soit 100 millions de dollars, desquels il nous revient 1 million de livres soit 3 millions de dollars ..."

"La pauvreté n'est pas une honte, mais c'est l'exploitation des peuples qui l'est."

"Nous reprendrons tous nos droits, car tous ces fonds sont les nôtres, et ce canal est la propriété de l'Egypte.

La compagnie est une société anonyme égyptienne, et le canal a été creusé par 120 000 Egyptiens, qui ont trouvé la mort durant l'exécution des travaux. La société du canal de Suez à Paris ne cache qu'une pure exploitation ..."

"*Nous construirons le Haut-Barrage et nous obtiendrons tous les droits que nous avons perdus. Nous maintiendrons nos aspirations et nos désirs. Les 35 millions de livres que la Compagnie encaisse, nous les prendrons, nous, pour l'intérêt de l'Egypte ...*"

"*En construisant le Haut-Barrage, nous construisons une forteresse d'honneur et de gloire et nous détruisons l'humilité ...*"(7)

Le discours se termine sur un grand éclat de rire de Nasser, suivi d'interminables hurlements et acclamations.

Le jour-même, par un décret du 26 juillet 1956, le gouvernement égyptien annonce la nationalisation de la Compagnie universelle du canal de Suez, la dévolution de tous ses biens et droits à l'Etat. Il prévoit, sur la base du cours de la Bourse de Paris du 25 juillet 1956, l'indemnisation des actionnaires et porteurs de titres, les indemnités étant payables seulement le jour où le gouvernement égyptien aura pris possession de tous les biens de la Compagnie en Egypte et hors d'Egypte.(8)

Ainsi commence la Crise de Suez.

Notes.

(1) Ahmed N. Gonnar, *The Foundation of the League of Arab States*, Longman, Londres, 1977.
(2) Jean Lacouture, *Nasser*, Editions du Seuil, Paris, 1971.
(3) Nasser, *Philosophie de la Révolution*, in Paul Balta, Claudine Rulleau, *La vision nassérienne*, Sindbad, Paris, 1982, pp.66-70.
(4) Nasser, *Philosophie de la Révolution*, in Paul Balta, Claudine Rulleau, *La vision nassérienne*, Sindbad, Paris, 1982, p.184.
(5) Jean et Simone Lacouture, *L'Egypte en mouvement*, Editions du Seuil, Paris, 1962.
(6) Georgette Elgey, *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion, 1954-1959*, Fayard, Paris, 1997, p.35.
(7) Marc Ferro, 1956 *SUEZ*, Editions Complexe, Bruxelles, 1995, document n° 2, pp.116-121.
(8) Michel Caplain, *Le Moyen-Orient*, cours de l'Institut d'études politiques de Paris, 1956-1957, p.85.

(Received September 11, 2003)